Art. 3. - Les obligations de cette emission portent jouissance du 28 mars 1990.
Art. 4. - Le montant de l'emission Juillet 1990 de la deuxième tranche de l'emprunt d'Etat Janvier 1989 est fixé à 1,571 milliard de francs.

Art. 5. - La date de règlement est fixte au 25 septembre 1990.
Art. 6. - Les obligations de cette émission portent jouissance du 27 fevrier 1990.
Art. 7. - Le montant de l'emission Septembre 1990 de la deuxième tranche de l'emprunt d'Etat Janvier 1988 est fixe à 4,504 milliards de francs.

Art. 8. - La date de règlement est fixee au 25 septembre 1990.
Art. 9. - Les obligations de cette emission portent jouissance du 25 juin 1990.
Art. 10. - Le montant de l'émission Septembre 1990 de la troisieme tranche de l'emprunt d'Etat Janvier 1988 est fixe a a 3,240 milliards de francs.

Art. 11. - La date de réglement est fixee au 13 septembre 1990.
Art. 12. - Les obligations de cette emission portent jouissance du 13 septembre 1990.
Art. 13. - Le present arrête sera publie au Journal officiel de la Republique française.

Fait a Paris, le 11 septembre 1990.
Pour le ministre et par delegation :
Par empêchement du directeur du Tresor:
Le sous-directeur,
C. NOYER

Arritt du 11 eeptembre 1890 portant fixation du prix de vente en France continentale de certaines cat'gories de tabace fabriqu6s

NOR: ECOZ9000082A
Le ministre d'Etat, ministre ,de l'économie, des finances et du budget, et le ministre delegue aupres du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget,

Vu la loi no $76-448$ du 24 mai 1976 portant amenagement du monopole des tabacs manufactures ;

Vu le decret no 76-1324 du 31 decembre 1976 relatif aux régimes economique et fiscal des tabacs manufacturés dans les départements continentaux ;

Vu l'arrêté du 31 mars 1988 fixant les prix de vente des tabacs en France continentale, modifié et complété par les textes subséquents, notamment l'arrété du 4 juillet 1989,

## Arrêtent :

Art. 1or. - La nomenclature des prix de vente des tabacs en France continentale est modifite conformement aux tableaux cijoints.

Art. 2. - Le directeur général des impôts, le directeur général des douanes et droits indirects et le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont charges chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le II septembre 1990.
Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget,
Pour le ministre et par délégation :
Par empéchement du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la repression des fraudes:

Le chef de service,
C. MALHOMME

Le ministre delegué aupres du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget,
MICHEL CHARASSE




| DÉSIGNATION DES PRODUITS | PAYS DE FABRICATION | CONDITIONNEMENT | PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en France continentale |  |
| :---: | :---: | :---: | :---: | :---: |
|  |  |  | A l'unité (en francs) | Au conditionnement (en francs) |
| Fournisseur : Tobacco \& Tradind Co. 18 |  |  |  |  |
| King David no 1 ......................................................................... | République dominicaine | 25 | 32 | 800 |
| King David no 2 ....................................................................... | République dominicaine | 25 | 27 | - 875 |
| King David $\mathrm{n}^{0} 4$........................................................................ | République dominicaine | 25 | 30 | 750 |
| King David no 5 ....................................................................... | République dominicaine | 25 | 35 | 875 |
| King David Mini-Cigares ............................................................. | Republique dominicaine | 60 | 9,50 | 475 |

Arrâté du 12 septembre 1990 complétant les dispositions de l'arrete du 4 aodt 1990 relatif aux relations financieres avec certains pays

> NOR: ECOZ9009108A

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget,

Vu la loi no $66-1008$ du 28 décembre 1966 relative aux relations financières avec l'éranger ;
Vu le décret du 5 novembre 1870 relatif à la promulgation des lois et décrets ;
Vu le décret no $89-938$ du 29 décembre 1989 reglementant les relations financières avec l'étranger, modifié par le décret no $90-58$ du 15 janvier 1990 ;
Vu le décret no 90-681 du 2 aout 1990 réglementant les relations financières avec certains pays;
Vu l'arrêté du 4 août 1990 relatif aux relations financières avec certains pays,

## Arrête :

Art. ler. - L'article ler de l'arrêté du 4 aoat 1990 susvisé est complété comme suit :

## «4. France

«La France métropolitaine, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales à statut particulier de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon. La Principauté de Monaco est assimilée à la France."
Art. 2. - Le deuxième tiret de l'article 2 de l'arrêté du 4 aout 1990 susvisé est complété de la manière suivante : "à l'exclusion des versements relatifs aux operations dexportation à destination du Koweït ou de l'Irak ou d'importation en provenance de ces pays ou à l'octroi de prêt au bénéfice d'une personne résidant dans un de ces pays ".
Art. 3. - L'article 2 de l'arrêté du 4 aoat 1990 susvisé est complété comme suit :
"- les ouvertures de comptes, au nom de personnes visees à l'article ler du décret $n^{\circ} 90-681$ du 2 août 1990, auprès d'établissements

